

Intervention de Thierry Bodin le 26 février.
Statisticien – syndicaliste chez sanofi-aventis

Sanofi-aventis est un des leaders européens et mondiaux de l'industrie pharmaceutique. Son chiffre d'affaires en 2009 est en augmentation de plus de 6% à près de 30 milliards € et son résultat net atteint les 8,5 milliards €, soit plus 18%. Les dividendes versés aux actionnaires vont augmenter de plus de 9% pour dépasser les 3 milliards €. En pleine période de crise, sanofi-aventis comme le reste de l'industrie pharmaceutique ne connaît pas la crise.

Dans le même temps, sanofi restructure ses activités, avec en France la suppression de 3000 postes de travail en 2 ans dont 1400 en recherche et développement (R&D), la fermeture de 4 sites dont 3 en ile de France (Bagneux, Rueil, Paris quai de la Rapée) et le projet d'en vendre un cinquième (Porcheville).

Sanofi-aventis employait plus de 10000 salariés en Ile de France dont plus de 4000 dans les activités de recherche et Développement.

Avec le plan de restructuration actuel ce sont au total plus de 1500 postes toutes activités confondues dans le groupe en Ile de France qui vont disparaître dont près de 1000 rien qu'en R&D.

Même si les départs se font en partie sous la forme du volontariat à travers des départs des plus de 55 ans, ce sont 1000 emplois en moins pour les jeunes scientifiques sortant des universités. Sanofi-aventis participe donc à l'aggravation du chômage alors que ce groupe n'a jamais fait autant de bénéfices.

Si une entreprise comme sanofi-aventis avec 8,5 milliards de bénéfice n'embauche pas quelle entreprise le fera ?

Depuis des mois nous combattons ces plans de restructuration.

Deux conceptions s'affrontent, les finalités ne sont pas les mêmes.

Celle des dirigeants est de répondre aux exigences des actionnaires en diminuant les coûts pour augmenter les profits par des restructurations et des économies entre autres sur la recherche, comme l'abandon des travaux sur des maladies du système nerveux central par exemple, jugées insuffisamment rentable à court terme.

Celle des salariés et de la Cgt est de répondre à notre mission au service de la santé par le de notre potentiel scientifique et industriel.

Notre industrie est stratégique. Nous estimons qu'il est indispensable que les populations, les professionnels de santé, les pouvoirs publics et les salariés soient impliqués dans la définition de la stratégie de tels groupes comme sanofi-aventis, qui vit en France et dans de nombreux pays des systèmes de santé publics comme la sécurité sociale.

Par ailleurs il est inadmissible qu'une entreprise comme sanofi puisse toucher de l'argent public via le crédit d'impôt recherche alors que dans le même temps il supprime 1300 postes dans ces activités de recherche.

Il est indispensable au niveau régional et national qu'il y est un contrôle des fonds publics destinés aux entreprises privées.

Les liens entre la recherche publique et privée ne peuvent s'inscrire que dans le cadre d'un développement réciproque sans que l'un soit mis au service de l'autre avec comme obligation l'examen du retour à la nation.

Enfin il doit être fait un bilan des pôles de compétitivité où beaucoup d'argent public est instillé.

Nous sommes fortement mobilisés avec plus de 3000 salariés en grève en décembre et janvier. Toutefois, le droit des salariés est beaucoup trop limité, il nous faut gagner des pouvoirs supplémentaires; ce doit être un objectif des forces politiques.

En même face aux enjeux, notre organisation syndicale a multiplié les rencontres avec les élus politiques pour les inciter à interpeller vivement la direction du groupe et le gouvernement sur la situation inacceptable au sein de sanofi-aventis.

Beaucoup d'élus se sont fait l'écho de nos luttes, et ont été présents comme ce fut le cas le 14 janvier ou le 16 février, jour où la direction du groupe avait décidé de rencontrer les élus politiques des régions où se trouvent des sites de sanofi-aventis.

André Chassaigne député PCF du puy de dôme et d'autres élus sont intervenus à cette occasion et ils ont travaillé avec nous à l'élaboration d'une demande d'enquête parlementaire sur la situation de sanofi aventis.

Dans la cadre d'une volonté de renforcer la pression sur la direction et le gouvernement, André Chassaigne nous a précisé que cette demande d'enquête était ouverte à tous les députés.

Sa volonté que nous avons trouvé extrêmement positive n'a pas été de s'accaparer par esprit de boutique ce qui a été fait mais de proposer à ce que ce soit élargi et construit avec d'autres forces politiques ou élus politiques pour en augmenter l'efficacité.